

Cahier des Clauses Particulières (CCP) Missions de Contrôle Technique Mémento technique



ADRESSE DU PROJET :

RUE LOUIS BLANC (ANGLE DE LA RUE FÉLIX ÉBOUÉ), 97262 FORT DE FRANCE

*** Le maître d'ouvrage :**

☞ La Préfecture de Martinique
82 rue Victor Sévère, 97200 FORT DE FRANCE

*** Le représentant du maître d'ouvrage :**

☞ Secrétariat Général Commun de Martinique
111 Rue Ernest Deprogès, 97200 FORT DE FRANCE

Préambule

Le présent mémento technique définit les modalités générales d'exécution d'une mission de contrôle technique visée par l'article L.125-1 du Code de la construction et de l'habitation. Le contrôle technique a pour objet de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation de cette opération.

I / LOCALISATION DU SITE

Le projet concerne le bâtiment D2 de la préfecture (Bâtiment Erignac) qui abrite les locaux du **Centre opérationnel Départemental (COD)** et du **Centre Opérationnel de la Zone (COZ)**, les deux instances principales de coordination dans le cadre de la gestion de crise.

Le bâtiment D2 Érignac est un immeuble R+4 (plus combles) d'une superficie de 1839 m², inauguré en octobre 2013. Il a été réalisé dans le cadre d'une opération de relogement des services administratifs par la construction de deux bâtiments neufs, implantés sur le site de la Préfecture de Région Martinique dans le centre-ville de Fort-de-France.

Les bâtiments D1 et D2 sont implantés sur la parcelle cadastrée BC n°189, propriété de la collectivité territoriale de la Martinique, d'une superficie de 8 700 m².

Ce site est délimité par la rue Victor Sévère au Sud, la rue Louis Blanc au Nord et la rue Félix Éboué à l'Est.



II / CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU BÂTIMENT

Du point de vue de sa résistance aux cyclones, le bâtiment a été conçu suivant les normes de l'EUROCODE 1, partie 1-4 avec pour région de référence la zone 5 (Martinique), soit un vent de référence de 32 m/s.

Suite au passage et aux dégâts occasionnés par le cyclone Irma en 2017, entre autre, de nombreuses études ont été menées concernant la nature de ces cyclones et la capacité de résilience des bâtiments publics et privés à de telles catastrophes naturelles.

Les importants dégâts et les vitesses des vents observées, supérieures à celles servant de base aux calculs des structures ont conduit également à s'interroger sur l'adéquation des normes Eurocodes, aux spécificités des cyclones tropicaux.

La structure du bâtiment est en béton armé, avec mur de contreventement en béton banché (voiles béton) et plancher béton pour les étages 1, 2, 3 et 4.

Les principaux désordres qui ont été relevés sur le bâtiment sont :

➔ Infiltrations d'eau pluviale

Les causes, qu'elles proviennent d'un problème de conception de la toiture et/ou d'une usure prématurée des matériaux la constituant, notamment au niveau des chéneaux, seront à déterminer.

Les fortes pluies ont occasionné à plusieurs reprises des dégâts des eaux depuis la livraison du bâtiment en 2013.

Le local technique est un local ventilé en partie haute par des ventelles fixes en aluminium. Dans ce local, sont installés les gaines de ventilations (extracteurs d'air) et le câblage des locaux, notamment le câblage informatique de la salle de décision.

En cas de fortes pluies associées à un fort vent, **l'eau s'infiltre par les ventelles** et il n'a pas été prévu d'étanchéité du revêtement ou de siphon pour la collecte des eaux de pluies qui pourraient y pénétrer.

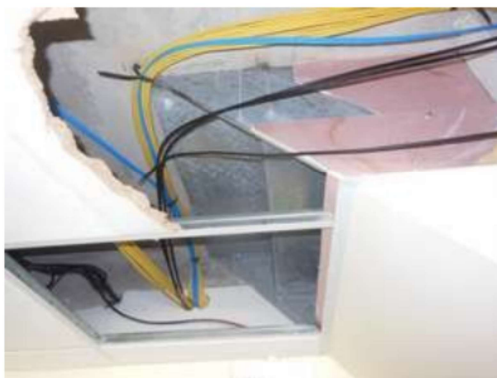
Selon les occupants des lieux, ces eaux d'infiltration peuvent être importantes en volume. Elles traversent généralement le plancher des locaux techniques par les réservations de passages de câbles ainsi que par l'escalier métallique d'accès aux combles et détériorent ainsi les faux-plafonds des locaux du 4ème étage, notamment celui de la salle de décision.



Vue extérieure de la toiture, des combles techniques et du système de ventilation par ventelles fixes



Vue intérieure au droit de la trémie de l'escalier métallique d'accès aux combles techniques



Vue d'une plaque de faux-plafond détériorée en raison d'infiltrations d'eau au niveau de la liaison dalle béton - escalier métallique : absence de traitement étanche (spectre d'infiltration d'eau encore visible), présence de câbles de téléphonie et informatique.



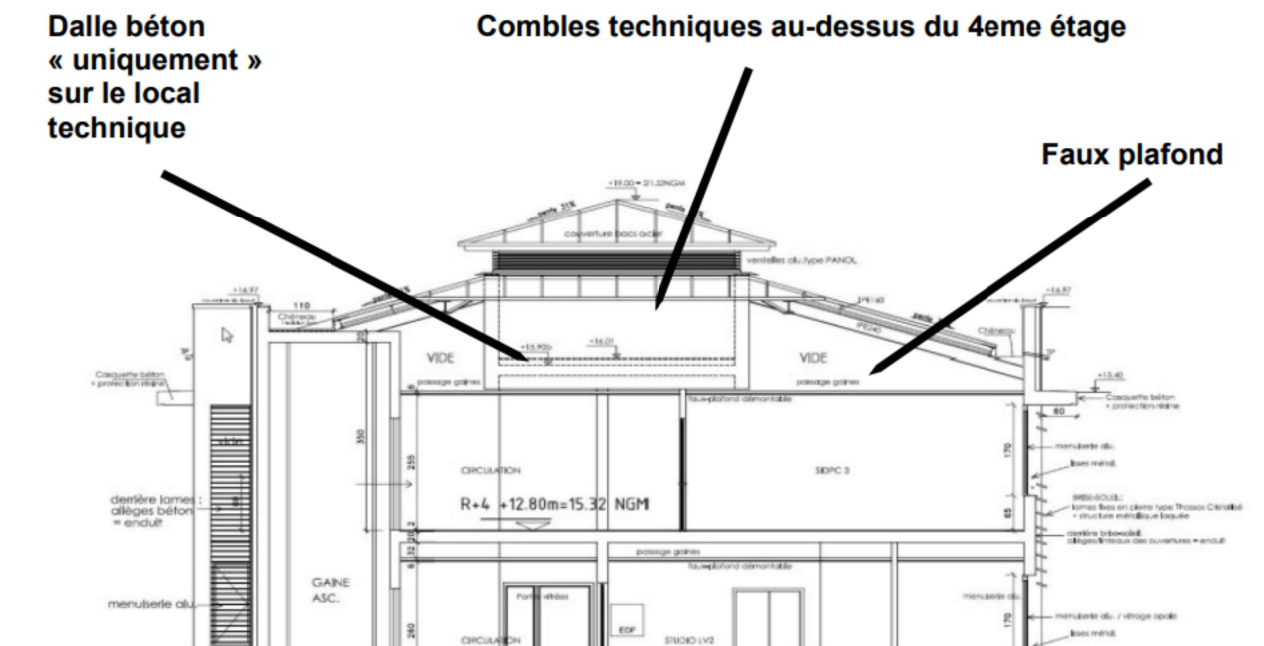
Vue d'une auréole sur plaque de faux-plafond abîmée au niveau d'un luminaire de la salle de décision.

D'autres bureaux ont été impactés par d'importantes infiltrations d'eau, non liées à l'absence d'étanchéité des combles techniques. Ces points d'infiltrations se situent, apparemment, au droit des chéneaux en façades Est, Sud-Est et Ouest.

➔ Absence de dalle anticyclonique couvrant l'ensemble du 4e étage

Le haut du 4ème étage ne dispose pas d'une dalle en béton armé sur la totalité de son couvert. Selon le rapport de retour d'expérience du bureau de contrôle technique et expert ANCO sur les ouragans Irma et Maria, « des trouées de plusieurs mètres carrés de surface dans des toitures culminant à plus de 20 m de haut » ont été constatées, ce qui rend de fait le local inexploitable pendant l'évènement cyclonique.

Une fois que l'eau et le vent rentrent dans un bâtiment, il est impossible d'assurer qu'il sera fonctionnel après l'évènement. Le bâtiment étant récent, de bonne conception, il apparaît essentiel d'engager des travaux de renforcement pour que sa résilience soit au niveau attendu.



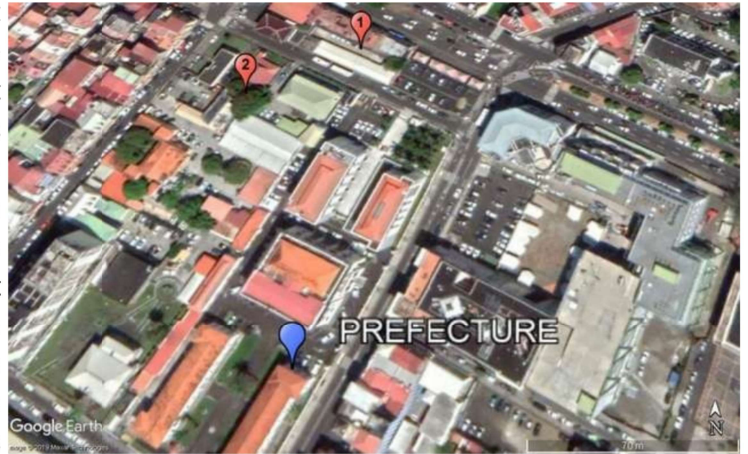
Comme on peut le constater sur le plan de coupe ci-dessus, les éléments de la charpente à quatre pans (arêtiers et arbalétriers) recouvrant la zone bureaux sont ancrés sur les acrotères en façade. Au 4ème étage, seuls les locaux situés sous les combles aménagés en local technique se trouvent protégés de manière efficace contre la projection d'objets sur la toiture. Les autres locaux en cas d'endommagement de la toiture ne sont protégés que par un faux-plafond. Ces combles techniques abritent principalement les extracteurs d'air de la ventilation du bâtiment. Le plancher de 4,50 m de large par 20 m de long de ce local, accessible par un escalier métallique a été livré, brut sans revêtement d'étanchéité. Il est ventilé en permanence grâce à des ventelles fixes. La toiture du local technique est composée d'une charpente métallique à quatre pans et d'une couverture en bac acier.

Niveau 5 et combles techniques

Niveau 4^e
étage et
combles
techniques



Dans son rapport sur l'ouragan Irma ayant dévasté Saint-Martin, ANCO constate que ce sont les toitures, charpentes et couvertures, qui ont été les plus impactées par ces chocs provenant de « débris arrachés qui se mettent à voler à la vitesse du vent ». En ce qui concerne cette vulnérabilité liée à l'environnement immédiat du bâtiment, il a été relevé que deux bâtiments situés à proximité du site de la préfecture (Repères 1 et 2) sont dans un état de conservation très dégradé. Les tuiles de la toiture du Palais représentent



également un risque en cas d'arrachement lors d'un cyclone pour les menuiseries extérieures du bâtiment Érignac, ces tuiles n'étant pas scellées.

Dans le cas du cyclone Irma, l'analyse des dégâts sur les charpentes a montré, qu'en général, elles s'étaient « envolées en un seul bloc » soulignant les ruptures fragiles au niveau des ancrages qui ont été retrouvés souvent cassés.

→ Menuiseries extérieures

Le risque de bris des menuiseries extérieures est important lors d'un événement cyclonique. Dans le cas du bâtiment Érignac, elles sont constituées exclusivement de grandes baies vitrées et ne sont pas protégées par des volets. Seuls des brises-soleils positionnés sur environ la moitié de la partie basse de ces ouvertures peuvent faire office de protection contre les projectiles, tout en sachant qu'ils n'ont pas été dimensionnés à cette fin. Ces menuiseries extérieures vitrées constituent donc un point de vulnérabilité. Concernant plus particulièrement des menuiseries extérieures des locaux stratégiques de gestion de crise du 4ème étage du bâtiment Érignac.

→ Vulnérabilité du groupe électrogène et du TGBT en cas d'inondation

En cas de panne sur le réseau électrique EDF ou de coupure de l'alimentation principale, l'alimentation de secours est assurée par un groupe électrogène de 400 KVA à démarrage automatique.

Cet équipement doit permettre un fonctionnement de 500 heures par an grâce à une cuve de stockage à double-peau enterrée sous la voirie extérieure disposant d'une capacité de 15 000 litres pour une autonomie de 7 jours à 4/4 de charge, conformément à la norme 88-513. Cette cuve est implantée devant le bâtiment M. En cas d'aléa naturel majeur de type cyclonique et sismique, les différents retours d'expériences estiment une nécessité d'autonomie totale moyenne de 48 heures d'un centre opérationnel de gestion de crise.

La parcelle d'implantation de la Préfecture est située à une altitude basse (entre 1 et 3 m NGM), soit proche du niveau de la mer, **ce qui rend les bâtiments de la Préfecture vulnérables aux risques d'inondation, de tsunami et de submersion marine**. Ce local (TEC 5) affecté au groupe électrogène se situe au rez-de-chaussée du bâtiment M et se situe en zone

d'aléa moyen spécifique en ce qui concerne le risque inondation, en aléa fort pour le risque lié aux tsunamis et en aléa moyen pour le risque de submersion marine.

Ce local est accessible par une double porte métallique de 192 x 210 cm ht surmontée d'une imposte de 80 cm ht. L'étage de ce bâtiment technique est entièrement occupé par les « groupes froids » de climatisation. La marge de surélévation du groupe électrogène par rapport au fini du plancher sur lequel il repose est relativement faible. Elle est estimée à 30 cm. Il est donc difficilement envisageable de surélever son socle d'assise de plus de 30 cm ni de le déplacer pour une mise « hors d'eau » au-dessus de 3 mètres ce que confirme, par ailleurs, dans son rapport sur la résilience des bâtiments de la Préfecture, le bureau d'études SODIA.



Cette localisation ne peut donc pas garantir son fonctionnement en cas d'inondation avec une hauteur d'eau de 2,5 et 3 mètres.

➔ **Comportement lors de phénomènes naturels majeurs**

Depuis son année de mise en service, le bâtiment n'a pas subi de phénomènes naturels majeurs, séismes ou ouragans de très grande importance.

Comportement face au séisme : Le bâtiment Érignac a été conçu en 2009 selon la réglementation en vigueur à cette époque, à savoir les Règles PS 92 (DTU NF P06-013 - décembre 1995) : Règles de construction parasismique - Règles PS applicables aux bâtiments + Amendement A1 (février 2001) + Amendement A2 (novembre 2004).

Du point de vue des règles parasismiques PS 92, le site de la Préfecture a été classé S3, ce qui correspond à un sol de faible résistance. Les bâtiments D1 et D2 ont été considérés comme des bâtiments de catégorie D3, soit l'équivalent de la catégorie IV au sens de la réglementation en vigueur.

Depuis son inauguration en 2013, une centaine de séismes ont été ressentis en Martinique, selon le bureau central de sismologie français, notamment ceux du :

- 4 février 2017 à 15 h 54 mn (magnitude 6.3 sur l'Échelle de Richter) avec un épicentre, selon l'OVSM-IPGP localisé en Atlantique, « à 67 km à l'est-nord-est de la commune de Trinité et à 24 km de profondeur ».
- 28 septembre 2018 à 8 h 32 mn (magnitude 6.3 sur l'Échelle de Richter) et identifié d'origine tectonique dont l'épicentre a été localisé à 74 km au nord-est de Trinité, à 10 km de profondeur (soit une distance hypocentrale, c'est-à-dire la distance au foyer du séisme, d'environ 75 km).

Aucun dégât, même mineur, n'a été constaté sur les immeubles D1 et D2 (bâtiment Érignac).

→ Comportement face aux phénomènes cycloniques

Depuis plus de 5 ans, le bâtiment a fait l'objet d'importantes infiltrations d'eau à l'occasion de phénomènes pluvio-orageux intenses. L'enveloppe du bâtiment n'est pas étanche aux infiltrations d'eau et donc à l'air. Cette situation est une preuve de sa vulnérabilité face à ce type de phénomènes météorologiques.

En ce qui concerne les phénomènes cycloniques, depuis 2016, aucun ouragan majeur n'a officiellement « touché terre » en Martinique. Cependant certains systèmes ont eu des conditions quasi équivalentes à un impact direct, à savoir vents forts et pluies intenses. Ainsi, le danger vient également des passages proches et non pas uniquement des impacts directs.

Cas de l'ouragan MELISSA en octobre 2025 :

L'ouragan Melissa s'impose comme l'un des cyclones les plus violents jamais observés dans l'Atlantique, atteignant la catégorie 5, le niveau maximal de l'échelle de Saffir-Simpson. À son apogée, il a généré des vents soutenus exceptionnels **proches de 300 km/h**, avec un pic réévalué à 305 km/h, et même des rafales **extrêmes dépassant 400 km/h**, un niveau quasiment inédit à l'échelle mondiale.

Sa pression centrale est descendue jusqu'à environ 892 hPa, signe d'une intensité hors norme.

Mais au-delà de sa puissance brute, c'est aussi sa lenteur de déplacement (4 à 6 km/h) qui a amplifié sa dangerosité : en stationnant plusieurs heures sur les mêmes zones, notamment la Jamaïque, Melissa a maintenu des vents dévastateurs et des pluies torrentielles pendant jusqu'à 8 heures consécutives, transformant le phénomène en véritable rouleau compresseur.

Formé mi-octobre 2025 et devenu ouragan majeur le 27 octobre, il a traversé les Caraïbes en conservant une intensité extrême pendant plusieurs jours avant de faiblir progressivement en remontant vers l'Atlantique nord. Par la combinaison d'une puissance record, d'une structure compacte et d'une durée d'impact prolongée, Melissa incarne un cyclone d'une violence exceptionnelle, capable de ravager durablement les territoires sur son passage.

→ Données concernant la résilience du bâtiment ERIGNAC

Intégration des retours d'expérience (REX) sur les dégâts de l'ouragan Irma de 2017

Suite au passage et aux dégâts occasionnés par le cyclone Irma notamment, de nombreuses études ont été menées concernant la nature de ces cyclones et la capacité de résilience des bâtiments publics et privés à de telles catastrophes naturelles.

Les importants dégâts et les vitesses des vents observées, supérieures à celles servant de base aux calculs des structures ont conduit également à s'interroger sur l'adéquation des normes Eurocodes, aux spécificités des cyclones tropicaux.

Ces éléments, notamment le cas exceptionnel de l'ouragan MELISSA devront être intégrés dans l'approche du maître d'œuvre au niveau de son diagnostic et dans les justifications des solutions de mise à niveau qu'il proposera au maître d'ouvrage.

On soulignera pour des locaux aussi cruciaux que ceux du COD et du COZ, l'importance du calcul de la situation accidentelle, avec une porte ou une fenêtre ouverte exposée aux vents dominants lors de vents violents extrêmes. Cette situation accidentelle devra être prise en compte par le maître d'œuvre pour s'assurer de la stabilité structurelle du bâtiment après travaux.

III / PROGRAMME TRAVAUX

L'essentiel des travaux envisagés reprend les préconisations de l'étude sur la résilience de ce bâtiment, que vous trouverez en **Annexe 1 – CCTP EGIS**.

I - Travaux Gros Oeuvre

- Sécurisation du groupe électrogène existant et du local du tableau général basse tension (TGBT) alimentant le bâtiment en cas de coupure sur le réseau électrique.
- Ces équipements sont actuellement situés au rez-de-chaussée du bâtiment technique M, dans une zone soumise aux aléas de submersion marine, tsunami et inondation. Ils ne disposent d'aucune protection contre les risques d'inondation.
- Mise en place d'un groupe électrogène d'appoint dont la localisation est à déterminer via des diagnostics au niveau des places de parking ou du Jardin.
- Renforcement de la tenue de l'antenne notamment en cas de cyclone.

II - Travaux de Charpente – Couverture – Étanchéité

- Vérification de la capacité portante de la structure métallique face à un phénomène climatique majeur type IRMA
- Modification de l'ensemble de la charpente métallique et respect des préconisations du PACTE sur l'écartement des pannes de 0,8m maximum
- Traitement de l'enveloppe du bâtiment : mise en place d'une couverture type double peau
- Remplacement de l'ensemble des chéneaux existants
- Étanchéité du local technique

III - Travaux de plomberie et VRD

- Mise en place d'une citerne semie-enterrée de récupération d'Eaux Pluviales avec création d'un nouveau réseau de plomberie
- Mise en place d'une citerne semie-enterrée de stockage d'eau potable avec système de traitement de l'eau stockée

IV - Travaux de menuiseries

- Travaux sur les menuiseries existantes, on prendra en compte pour l'ensemble des menuiseries extérieures de type « fenêtre » le **classement AEV de A*4/E*9A/V*A4**.
- Mise en œuvre de volets roulants cycloniques
- Maintien, Rénovation ou Remplacement des brises soleil au 4^e étage en fonction des études menées

Toutes sujétions concernant les interventions en faux-plafond devront être prises en compte dans le cadre des études.

Pour rappel, l'espace COD/COZ est la partie du bâtiment qui doit impérativement rester opérationnelle durant l'ensemble des phases de travaux.

IV / PLANNING DE L'OPÉRATION

→ Etudes

Le planning des études de la présente consultation se trouve ci-après.

Le démarrage des études est prévu pour Août 2026.

[illegible]

➔ Travaux

Dans le cadre de sa mission de conception, la maîtrise d'œuvre définira le planning d'exécution des travaux. Les travaux devront être réalisés en 2027.

La durée des travaux estimée est de 4 mois.

V / BUDGET DE L'OPÉRATION

Le programme travaux, prenant en compte le changement de l'ensemble de la charpente métallique et en suivant les préconisations du PACTE sur l'écartement des pannes de 0.8m maximum, **est estimé à 1,5 M€ TTC.**

À ce montant s'ajoute l'option de déménagement des occupants du bâtiment Erignac estimé à 300 000€ TTC.

VI / LES MISSIONS DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE

Les missions demandées dans le cadre de cette consultation sont :

1. BÂTIMENT

Mission **L** – Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables

Le Contrôleur Technique devra assurer :

- La vérification de la stabilité globale du bâtiment
- Le contrôle des hypothèses de calcul : charges sismiques et cycloniques
- L'analyse des notes de calcul structure
- Formuler son avis sur fondations, ossature, planchers, etc... dans le cadre des réunions de présentation de l'AVP et du PRO par la Maîtrise d'Œuvre.

Mission **PS** – Sécurité des personnes en cas de séisme

- Vérification de la conformité aux règles parasismiques (Eurocode 8 / règles locales)
- Analyse des dispositions constructives
- Vérification de la ductilité, continuité, ancrages

Mission **PC** – Sécurité des personnes en cas de cyclone

- Résistance aux vents extrêmes
- Vérification des fixations (toiture, menuiseries, équipements)
- Analyse des effets de dépression / arrachement

Mission **LE** – Solidité des existants (poutraison du dernier étage uniquement)

Le Contrôleur Technique devra assurer :

- Le diagnostic de l'existant
- La vérification de la capacité portante résiduelle

Mission **AV** – Avis sur les avoisinants

- Risques sur bâtiments voisins
- Impact des travaux (terrassement, vibrations)

Mission **SEI** – Sécurité des éléments d'équipement dissociables

- Chutes d'équipements
- Fixations non structurelles

2. ÉLECTRICITÉ

Mission **VIEL** – Vérification Initiale des Installations Électriques

- Évaluer la conformité des installations électriques neuves ou ayant fait l'objet de travaux

3. SÉCURITÉ INCENDIE

Mission SSI – Systèmes de Sécurité Incendie

Le Coordinateur SSI devra réaliser un **audit de conformité sécurité incendie et évacuation réglementaire** sur le :

- Système de Détection incendie (SDI) :
 - détection automatique / détection manuelle
- Système de Mise en Sécurité Incendie (SMSI) :
 - évacuation des personnes / compartimentage / désenfumage

Les vérifications qui devront être réalisées par le titulaire du marché sont :

- conformité des dégagements et sorties de secours : largeur, nombre et sens d'ouverture des issues
- éclairage de sécurité (BAES)
- SSI / alarme incendie
- désenfumage
- plans et consignes d'évacuation
- résistance au feu
- obligations ERT / ERP (accueil du public de 20m²) / Code du travail

L'offre financière du Contrôleur Technique doit comporter les phases CONCEPTION, RÉALISATION et RÉCEPTION. Les 3 phases devront être chiffrées de façon distincte.

CONCEPTION / ÉTUDES

- Conseil à la MOA et avis à la MOE sur les études réalisées
- Assurer la mise en sécurité du public et des travailleurs (en fonction de la réglementation en vigueur, du respect des normes, des demandes spécifiques, etc..)
- Réalisation du cahier des charges fonctionnel SSI (catégorie du SSI, type d'équipement d'alarme pour l'évacuation, niveau de surveillance, etc..)
- Maintien obligatoire des conditions de sécurité du bâtiment ERIGNAC d'avant travaux pendant et après les travaux.

RÉALISATION

- L'examen des plans et documents d'exécution (y compris implantation des équipements SSI)
- La création ou mise à jour du dossier d'identité SSI et des tableaux de corrélations
- Conseil à la MOA et à la MOE en cas de décisions à prendre sur des potentiels aléas de chantier
- L'examen de la cohérence des éventuelles particularités d'exploitation du site

RÉCEPTION

- Le contrôle du respect des préconisations et la prise en compte des avis suspendus ou défavorable pour la réception
- La réalisation des essais de réception technique SSI (scénarios de détection / mise en sécurité, foyers types, etc..)

- La rédaction du compte rendu de réception technique SSI comportant la liste de la totalité des essais réalisés ainsi qu'une conclusion argumentée sur la réception de l'installation

VII / LES LIVRABLES ATTENDUS

Le Contrôleur Technique s'engage à fournir :

- **Un rapport d'examen des documents de conception** avec Avis – sous deux semaines après l'envoi de l'APS et de l'APD par la Maîtrise d'Ouvrage
- **Le RICT** – sous 2 semaines après l'envoi du PRO par la Maîtrise d'Ouvrage
- **Le RVRAT** – sous 2 semaine après la demande de la Maîtrise d'Ouvrage
- **Le RFCT** – sous 2 semaines après la fin de la mission, date déterminée par la Maîtrise d'Ouvrage
- **Le rapport de réglementation de vérification pour la mission VIEL** – A minima deux semaines avant les OPR
- **Les attestations finales réglementaires** dans le cadre des autres missions – A minima une semaine avant la réception de chantier, date fixée par la Maîtrise d'Ouvrage
- **Un rapport d'audit (avant/pendant) et préconisations** pour la mise aux normes SSI
- **Un rapport de conformité des travaux** et moyens de secours réalisés

VIII / PRÉSENCE AUX RÉUNIONS EN PHASES CONCEPTION ET RÉALISATION

Le Contrôleur Technique s'engage à participer :

- **A la réunion de lancement des études** avec la MOA, le MOE permettant de valider le Programme, le planning.
- **Aux réunions de restitution des dossiers APS, APD et PRO** de la maîtrise d'œuvre et d'émettre ses avis (suspendus-défavorables) sous 2 semaines suite à cette restitution.
- **Aux réunions de chantier** à une fréquence bi-mensuelle.
- **Aux Opérations Préalables à la Réception (OPR)**

IX / RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Visite sur site possible : **le mardi 9 juin 2026 à 9h**

Contact pour l'organisation de la visite : anne.meyer@martinique.gouv.fr

a - Délai d'exécution de la Mission

Le délai global de remise de chaque rapport ne devra pas dépasser **15 jours calendaires**.

Les **pénalités** sont de **50€ HT** par jour calendaire de retard.

b - Les critères de Jugement des offres sont les suivants

L'attribution se fera dans le respect des critères énoncés dans le règlement de la consultation sous réserve de respecter les conditions énoncées ci-dessus.

c - La mission devra se conformer aux textes et à la réglementation en vigueur

Code de la construction et de l'habitation

Règlement de sécurité ERP

Code du travail

Normes NF / EN (signalétique, BAES, SSI)

- **Cadre législatif : Loi n°78-12 du 4 janvier 1978 (dite "loi Spinetta")**
 - Texte fondateur du contrôle technique en construction
 - Objectifs :
 - améliorer la **qualité des constructions**
 - garantir la **solidité des ouvrages**
 - assurer la **sécurité des personnes**
- **Cadre juridique : Le Code de la construction et de l'habitation (CCH)**
 - Articles **L.111-23 à L.111-26** et **R.111-29 à R.111-42**
 - Articles **L.125-1 à L.125-6** (version plus récente)
 - Ces articles définissent notamment les missions du contrôleur techniques qui sont de prévenir les aléas techniques pouvant survenir lors de la construction. Il s'agit d'avis donnés au MOA sur la solidité de l'ouvrage et la sécurité des personnes.
- **Cadre réglementaire : Décrets et textes d'application**
 - **Décret n°99-443 du 28 mai 1999**
 - Cahier des clauses techniques générales (CCTG)
 - Encadre les missions en marchés publics
 - **Ordonnance du 29 juillet 2022 (entrée en vigueur 2024)**
 - Renforce le rôle du contrôle technique
 - Intervention plus **précoce (phase conception)**
 - **Article R.4226-14 du code du travail pour la mission VIEL**

- Normes techniques applicables
- **Norme principale : NF P 03-100 (AFNOR)**